

Art. 2. De middelen worden per school berekend. Als berekeningsbasis geldt het betrekkingenpakket, met inbegrip van de lestijden voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer, dat elke school heeft bereikt voor het schooljaar tijdens hetwelk het begrotingsjaar begint.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

Art. 4. De Minister bevoegd inzake Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 7 december 2000.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap
De Minister-President,
Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport
K.-H. LAMBERTZ
De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme
B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 220

[C — 2001/27027]

15 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 5 à 10 du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1968, réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions, modifié par l'arrêté royal du 5 août 1974;

Considérant la signature du Protocole de Kyoto en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la nécessité pour le Gouvernement wallon de se préparer à faire face à cette contrainte internationale;

Considérant le plan National belge de réduction des émissions de CO₂, approuvé par le Gouvernement wallon le 30 juin 1994;

Considérant le Plan d'Environnement pour un Développement durable, approuvé par le Gouvernement wallon le 9 mars 1995;

Considérant qu'il convient de soutenir les programmes visant à accroître la part des sources renouvelables d'énergie dans le bilan d'énergie primaire;

Considérant la mise en œuvre du plan d'action Soltherm qui vise à disposer d'un parc de capteurs solaires thermiques de 200.000 m² en 2010;

Considérant qu'il est important de développer un marché solaire thermique en Wallonie pour ses retombées environnementales, mais aussi économiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 octobre 2000

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.894/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 novembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions;

2° le demandeur : toute personne physique ou morale, publique ou privée;

3° chauffe-eau solaire : système participant à la production d'eau chaude et qui utilise à cet effet l'énergie solaire au moyen d'un capteur solaire vitré;

4° système d'appoint : dispositif permettant de chauffer l'eau au-delà de la température atteinte par le seul apport de l'énergie solaire, en recourant à une source énergétique additionnelle;

5° administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer une prime au demandeur faisant installer en Wallonie un chauffe-eau solaire, quel que soit son système d'appoint, pour autant que l'installation soit réalisée par un entrepreneur enregistré, sans préjudice de la demande éventuelle d'un permis d'urbanisme, conformément au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et en particulier ses articles 262 et 263.

De plus, seules les installations dont le capteur est orienté du sud jusqu'à l'est ou l'ouest et ayant une inclinaison comprise entre 15 et 60 ° par rapport à l'horizon, et dont le vendeur peut attester des performances, peuvent être subventionnées. Les performances peuvent être estimées, soit à l'issue de tests de fonctionnement établis par de tierces parties, soit à l'issue de simulations basées sur la connaissance des caractéristiques techniques des composants du système.

Art. 3. Le montant de la prime comprend un montant forfaitaire de vingt cinq mille francs pour une installation comportant des capteurs solaires présentant une surface optique allant de un m² à quatre m² et un montant complémentaire de trois mille francs par m² de surface optique de capteur solaire supplémentaire. Le montant total de la prime ne peut excéder cent mille francs par installation. Dans le cas d'installations collectives destinées à être utilisées par plusieurs ménages, l'installation collective est considérée comme étant équivalente à autant d'installations individuelles qu'il y a de logements desservis.

Art. 4. Le cumul avec toute autre subvention est autorisé dans la mesure où le montant total perçu n'excède pas 75 % du montant total de l'investissement.

Art. 5. Pour bénéficier de la prime, le demandeur ou l'installateur, au nom de son client, introduit à l'administration, dans les trois mois suivant la réalisation de l'installation, la date de facturation faisant foi, les documents suivants :

- 1) le dossier technique dûment complété;
- 2) les factures d'achat et d'installation ainsi que les preuves de paiement;
- 3) tous les documents relatifs aux autres primes ou subventions demandées ou perçues;
- 4) copie du permis d'urbanisme, le cas échéant.

Le dossier technique visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, comprend le document descriptif de l'installation du chauffe-eau solaire, une photo avant l'installation dans les cas où l'installation est faite sur un bâtiment existant, une photo de l'installation réalisée et le formulaire de subvention délivré par les Guichets de l'Energie ou l'administration.

La prime est payée au demandeur ou à l'installateur, pour autant, dans ce dernier cas, que l'installateur ait clairement spécifié dans son offre le coût total de son devis, primes éventuelles comprises, en ayant mis en évidence le montant des primes potentiellement octroyées à son client via son intermédiaire.

Art. 6. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 220

[C — 2001/27027]

**15. DEZEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Gewährung einer Prämie für die Errichtung eines solaren Warmwasserbereiters**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Artikel 5 bis 10 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordinierung der Gesetze über die Staatsbuchführung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. April 1968 zur Organisation und Koordinierung der Kontrolle über die Gewährung und Verwendung von Zuschüssen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 5. August 1974;

In Erwägung der Unterzeichnung des Protokolls von Kyoto zur Verringerung der Gasemissionen mit Treibhauseffekt und der Notwendigkeit für die Wallonische Regierung, sich auf die Bewältigung dieser internationalen Zwangslage vorzubereiten;

In Erwägung des am 30. Juni 1994 von der Wallonischen Regierung genehmigten belgischen Nationalplans für die Reduzierung von CO₂-Emissionen;

In Erwägung des am 9. März 1995 von der Wallonischen Regierung genehmigten Umweltplans für eine nachhaltige Entwicklung;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Programme zur Erhöhung des Anteils der erneuerbaren Energien in der Bilanz der Primärenergien zu unterstützen;

In Erwägung der Durchführung des Aktionsplans "Soltherm", der darauf abzielt, im Jahr 2010 über einen Bestand von thermischen Sonnenkollektoren von 200.000 m² zu verfügen;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, in der Wallonie einen Solarwärmemarkt aufgrund dessen umweltbezogenen, aber auch wirtschaftlichen Auswirkungen zu entwickeln;

Aufgrund des am 23. Oktober 2000 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. November 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 29. November 2000 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 30.894/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des folgenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört.

2° Antragsteller: jegliche natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person;

3° solarer Warmwasserbereiter: ein System, das zur Warmwassererzeugung beiträgt und zu diesem Zweck die Sonnenenergie mittels eines verglasten Sonnenkollektors benutzt.

4° Zusatzsystem: eine Vorrichtung, durch welches das Wasser unter Verwendung einer zusätzlichen Energiequelle über die allein durch die Zufuhr von Sonnenenergie erreichte Temperatur beheizt werden kann.

5° Verwaltung: Die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister dem Antragsteller, der in der Wallonie einen solaren Warmwasserbereiter, welches dessen Zusatzsystem auch sein mag, errichten lässt, eine Prämie gewähren, insofern die Installierung vom einem registrierten Unternehmer durchgeführt wird, unbeschadet des eventuellen Antrags auf eine Städtebaugenehmigung gemäß dem Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere seiner Artikel 262 und 263.

Außerdem können lediglich die Anlagen bezuschusst werden, deren Empfängerfläche von Süden nach Osten oder Westen ausgerichtet ist, deren Neigungswinkel zwischen 15 und 60° zur Horizontalen liegt und deren Leistungsfähigkeit vom Verkäufer bescheinigt werden kann. Die Leistungsfähigkeit kann entweder nach Abschluss von durch Drittparteien erarbeiteten Betriebstests oder nach Abschluss von auf den Kenntnissen der technischen Eigenschaften der Bestandteile des Systems beruhenden Simulationen eingeschätzt werden.

Art. 3 - Der Prämienbetrag umfasst einen Pauschalbetrag von fünfundzwanzigtausend Franken für eine Anlage mit Sonnenkollektoren, deren optische Fläche ein bis vier m² beträgt, und einen zusätzlichen Betrag von 3.000 Franken je zusätzlichen m² optische Fläche des Sonnenkollektors. Der Gesamtbetrag der Prämie darf 100.000 Franken je Anlage nicht überschreiten. Im Falle von Gemeinschaftsanlagen, die zur Benutzung durch mehrere Haushalte bestimmt sind, wird die Gemeinschaftsanlage mit so vielen individuellen Anlagen gleichgestellt, als mit Sonnenenergie versorgte Wohnungen vorhanden sind.

Art. 4 - Der gleichzeitige Bezug jeglichen anderen Zuschusses wird zugelassen, insofern der bezogene Gesamtbetrag 75 % des Gesamtbetrags der Investition nicht überschreitet.

Art. 5 - Um die Prämie in Anspruch nehmen zu können, reicht der Antragsteller oder der Installateur im Namen seines Kunden innerhalb der drei Monate ab der Installierung, wobei das Datum des Poststempels maßgebend ist, folgende Unterlagen bei der Verwaltung ein:

- 1) die ordnungsgemäß ausgefüllte technische Akte;
- 2) die Rechnungen für den Kauf und die Installierung, sowie die Zahlungsbelege;
- 3) alle Unterlagen bezüglich der anderen beantragten oder bereits bezogenen Prämien oder Zuschüsse;
- 4) gegebenenfalls eine Abschrift der Städtebaugenehmigung.

Die in Absatz 1, 1) erwähnte technische Akte enthält die Beschreibung der Installierung des solaren Warmwasserbereiters, ein Foto vor der Installierung, falls diese auf einem bereits vorhandenen Gebäude erfolgte, ein Foto der durchgeführten Installierung und ein am Schalter für Energie oder bei der Verwaltung ausgehändigtes Zuschussformular.

Die Prämie wird dem Antragsteller oder dem Installateur ausgezahlt, im zweiten Fall insofern dieser in seinem Angebot deutlich die Gesamtkosten seines Kostenvoranschlags, eventuell einschließlich der Prämien, angegeben hat, wobei er den Betrag der Prämien, die seinem Kunden möglicherweise zukünftig über ihn gewährt werden, hervorhebt.

Art. 6 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 15. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 220

[C — 2001/27027]

**15 DECEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot toekenning van een toelage voor de installatie van een warmwatertoestel met zonneënergie**

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 5 t.e.m. 10 van het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energie;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van toelagen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1974;

Gelet op de ondertekening van het Protocol van Kyoto met het oog op het terugdringen van emissies van broeikasgas en op de noodzaak voor de Waalse Regering om zich geleidelijk naar deze internationaal opgelegde dwingende norm te schikken;

Gelet op het Belgisch Plan voor de vermindering van de emissies van CO₂, goedgekeurd door de Waalse Regering op 30 juni 1994;

Gelet op het Milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, goedgekeurd door de Waalse Regering op 9 maart 1995;

Overwegende dat de programma's met het oog op een toenemend aandeel van de hernieuwbare energiebronnen in de balans van de primaire energie gesteund moeten worden;

Gelet op de tenuitvoerlegging van het actieplan "Soltherm" waarmee tegen 2010 naar een capaciteit van 200.000 m² zonnecollectoren gestreefd wordt;

Overwegende dat het belangrijk is een thermische zonnemarkt in het Waalse Gewest te ontwikkelen gelet op de weerslag ervan op het leefmilieu en de economie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 oktober 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies 30.894/4 van de Raad van State, uitgebracht op 29 november 2000, krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor Energie;

2° aanvrager : iedere natuurlijke persoon of publiekrechtelijk of privaatrechtelijk rechtspersoon;

3° warmwatertoestel met zonneënergie : systeem voor de productie van warm water waarbij de zonneënergie gebruikt wordt d.m.v. een glazen zonnecollector;

4° extra-toestel : toestel waarmee het water dank zij een aanvullende energiebron op een hogere temperatuur kan worden gebracht dan wat met loutere zonneënergie mogelijk is;

5° bestuur : Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister een toelage toekennen aan de aanvrager die, ongeacht de aard van het extra-toestel, een warmwatertoestel in een in het Waalse Gewest gelegen gebouw laat installeren voor zover de installatie door een geregistreerde aannemer wordt uitgevoerd, onverminderd de eventuele aanvraag tot een stedenbouwkundige vergunning, en overeenkomstig het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en inzonderheid de artikelen 262 en 263.

Enkel de installaties voorzien van een collector met een zuid-oost of zuid-west-oriëntatie en met een hellingsgraad tussen 15 en 60° ten opzichte van de horizon, en waarvan het prestatievermogen door de verkoper gewaarborgd kan worden, kunnen voor een toelage in aanmerking komen. Het prestatievermogen kan ofwel na door derden vastgestelde werkingstesten ofwel na simulaties op grond van de kennis van de technische kenmerken van de bestanddelen van het systeem geschat worden.

Art. 3. De toelage bestaat uit een forfaitair bedrag van vijftienduizend BEF voor een installatie bestaande uit zonnecollectoren met een optische oppervlakte van één m² tot vier m² en een bijkomend bedrag van drieduizend BEF per m² optische oppervlakte per bijkomende zonnecollector. Het totaalbedrag van de toelage mag niet meer bedragen dan honderdduizend BEF per installatie. De gemeenschappelijke installatie die door verscheidene gezinnen wordt gebruikt, wordt gelijkgesteld met evenveel individuele installaties als er woningen zijn die op deze gemeenschappelijke installatie aangesloten zijn.

Art. 4. De toelage mag samen met iedere andere subsidies worden toegekend voor zover de gezamenlijke subsidies niet meer bedragen dan 75 % van de totale investering.

Art. 5. Om voor een toelage in aanmerking te komen, moet de aanvrager of de installateur, namens zijn klant, de volgende documenten bij het bestuur indienen, waarbij de datum van de factuur als bewijs geldt :

behoorlijk ingevuld technisch dossier;

facturen voor de aankoop en de installatie alsmede betalingsbewijzen;

alle documenten m.b.t. de andere aangevraagde of ontvangen toelagen of subsidies;

in voorkomend geval, afschrift van de stedenbouwkundige vergunning.

Het in het eerste lid, 1°, bedoelde technisch dossier bestaat uit een document met een omschrijving van de installatie van het warmwatertoestel, een foto vóór de installatie indien deze installatie in een bestaand gebouw wordt uitgevoerd, een foto van de uitgevoerde installatie en het formulier voor de toelage, dat door de "guichets de l'énergie" (energieloketten) of door het bestuur wordt afgeleverd.

De toelage wordt aan de aanvrager of de installateur uitbetaald, voor zover, in dit laatste geval, de installateur in zijn aanbod duidelijk gewag heeft gemaakt van de totale kosten van zijn bestek, eventuele toelagen inbegrepen, met duidelijke vermelding van het bedrag van de door zijn bemiddeling aan de klant mogelijk verleende toelagen.

Art. 6. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 15 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS